

TRAVAIL

Rachat des RTT : qu'est-ce que ça change ?

Après un débat qui a duré toute la nuit, les sénateurs ont examiné le projet de loi sur le pouvoir d'achat et voté le rachat de RTT défiscalisé. Décryptage de ce que cela va changer pour les salariés et les entreprises.

Dans la soirée de lundi, le Sénat a voté la possibilité de rachat des RTT (réduction du temps de travail) dans le cadre de l'examen du projet de budget rectificatif.

Le 27 juillet dernier, à l'Assemblée nationale, des débats ont eu lieu avant d'être divisés. L'opposition dénonçait une tentative du gouvernement de « casser » les 35 heures en permettant, si le salarié souhaite y renoncer, le rachat des RTT par les entreprises, fermant ainsi les discussions sur la valorisation des salariés.

Le salarié devra choisir entre son besoin de repos et l'augmentation de son pouvoir d'achat, déjà mis à mal avec l'inflation présente. La NUPES. Le dispositif censé profiter aux salariés, souvent des cadres de grands groupes privés, qui, jusqu'à aujourd'hui perdaient leur RTT, faute de pouvoir les prendre, va, par leur défiscalisation, devenir intéressant pour tous.

Rachat majoré

Bien que la pratique existe déjà, sa défiscalisation, elle, est nouvelle. Aujourd'hui les heures supplémentaires, majorées à 25 %, sont exonérées de cotisations sociales



Le Sénat a validé le rachat de RTT de la loi PLFR



Photo Sipa/Liponel GERMAN

salariales et d'impôt sur le revenu. Le souhait de la majorité étant d'augmenter le plafond de celles-ci mais aussi d'y ajouter la défiscalisation du rachat de RTT non prises, avec une majoration minimum de 10 %.

Impôts sur le revenu

Hier, un salarié qui ne prenait pas ses RTT, les perdait définitivement. Aujourd'hui, il peut demander à son employeur de les racheter afin d'augmenter son salaire, sans payer d'impôts supplémentaires.

Ouvert à tous

Hier, le rachat des RTT n'était possible que si un accord d'entreprise ou de branches était signé avec les syndicats.

Aujourd'hui, quelle que soit la taille de l'entreprise, le salarié peut demander son rachat à son employeur.

Heures supplémentaires

Hier, les heures supplémentaires qui dépassaient ses 35 heures, même en n'ayant pas pris ces RTT, pouvait prétendre à des heures supplémentaires détaxées mais plafonnées à 5 000 euros. Aujourd'hui, l'employeur qui rachète les RTT d'un salarié, va bénéficier d'un avantage fiscal mais aussi d'un coût bien moins important puisque les RTT ne sont majorés qu'à 10 % contre 25 % pour les heures supplémentaires. Ces dernières, elles, restent détaxées mais le plafond augmenté à 7 500 euros.

Limité dans le temps

Seules les RTT acquises entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2025 pourront être rachetées. Cette mesure, adoptée, afin de soulager les ménages des conséquences des hausses des prix, se veut limitée dans le temps. L'inflation étant prévue à la baisse courant 2025.

Dorothée REDVAL

ANIMAUX

« Les refuges sont blindés » : la SPA aux abois

L'été n'est pas encore terminé et les refuges de la SPA sont surchargés. Alors que le nombre d'adoptions peine à décoller et que les abandons se multiplient, les refuges doivent faire appel à la générosité de la population pour recueillir temporairement les animaux.



Dans les 63 refuges de la SPA, la place manque. Photo d'illustration Sipa/Maxime LE PINH

Cinq chats, deux Chihuahuas, quatorze poules, deux poussins, des colombes... Dans la maison de Fabienne Bontaz, à Marnaz, en Haute-Savoie, les animaux sont rois. Cette ancienne assistante maternelle a transformé la salle de jeux en espace dédié aux chats que lui confie temporairement la SPA. « Quand ils ont l'âge, je les amène chez le vétérinaire pour les pucer et les vacciner avant qu'ils soient adoptés. » Les frais alimentaires, d'hygiène et de santé sont pris en charge par la SPA. Depuis une dizaine d'années, Fabienne est famille d'accueil. Une aide précieuse pour les refuges pleins à craquer en cet été 2022. Dans les 63 centres en France, la place manque. Les adoptions ne compensent plus les abandons. « Au lieu de commencer l'été avec environ 3 500 animaux, on en avait 6 462, soit quasiment 3 000 de plus que d'habitude », note Jacques-Charles Fombonne, président de la SPA. « Les refuges sont blindés. »

2022 ne devrait pas être pire que 2021

Et la période estivale, propice aux abandons, n'aide pas à désengorger les structures. « On n'a pas davantage d'abandons que l'an dernier. À quelques petites centaines près, on est sur les mêmes chiffres. On a re-

cueilli 12 000 animaux cette année entre le 1^{er} mai et le 31 juillet. On était à un peu plus de 12 300 à la même période l'an dernier. 2022 ne devrait pas être pire que 2021, sachant que 2021 était une mauvaise année », tempère toutefois Jacques-Charles Fombonne. La SPA appréhendait le dernier week-end de juillet, redoutant un pic des abandons en cette période de chassé-croisé. « Cela n'a pas été le cas. La courbe des adoptions s'infléchit même doucement vers le haut depuis la fin du week-end. Cela va se stabiliser à la fin du mois d'août », prédit le président de la SPA, qui espère une remontée des adoptions en septembre, comme c'est souvent le cas. En 2022, alors que plus de la moitié des Français ont à la maison au moins un animal de compagnie (56 %), l'expérience de l'adoption reste encore rare. Un français sur 4 déclare avoir déjà adopté un animal abandonné (23 %), d'après une étude Opinion Way réalisée du 25 au 27 mai 2022. En France, entre 750 000 et un million d'animaux de compagnie sont adoptés chaque année, selon le ministère de l'Agriculture.

Alexandra SIMARD

POLITIQUE

Marine Le Pen apprivoise le parlement

Cheffe d'un groupe puissant à l'Assemblée nationale numériquement mais marginalisé, la présidente du RN va utiliser tous les leviers du parlementarisme pour apparaître comme une opposition crédible et un parti de gouvernement.



Marine Le Pen, à l'Assemblée nationale. Photo Sipa/S. DUPRAT

Il faudra compter avec l'opposition du Rassemblement national dans les prochains mois à l'Assemblée nationale. C'est en creux ce que voulait faire passer comme message Marine Le Pen, ce mardi, à l'occasion d'une conférence de presse sur les cent premiers jours de la mandature d'Emmanuel Macron, qualifiés en une phrase de « Rien, zéro, la bulle ».

« Nous sommes le premier groupe d'opposition », rappelle la présidente du RN. Avec ces 89 députés, elle a effectivement autour d'elle le groupe le plus puissant à l'Assemblée, mais ses élus restent marginalisés. Le gouvernement fait de l'œil au groupe LR pour bâtir des majorités et les Insoumis au sein de la Nupes ont

théorisé une abstention systématique et bruyante qui les rend plus audibles. Ce sont eux qui font l'actualité, plus que le RN.

La « juste place »

« Ma famille politique est à sa juste place », défend Marine Le Pen, mettant en avant le « sérieux et la rigueur » de son groupe. Elle égraine l'opposition LR, la « girouette LR » pour « s'aligner sur le vent présidentiel ». Cette phrase est plus qu'un bon mot pour complaire à son électeur. Le RN a théorisé l'effacement du parti

républicains, tiraillé entre la macronie et le RN. Elle pose donc les banderilles, méticuleusement. Une pour la droite : « Le ralliement de l'opposition LR à la majorité est évident ». Une pour la gauche des Insoumis : « Nous n'avons pas de volonté de faire tomber les institutions contrairement à certains groupes ».

Il faudra donc compter sur le RN, que Marine Le Pen appelle de plus en plus souvent « le Rassemblement ». Durant les cinq années de la législature, Marine Le Pen va peaufiner l'image de respectabilité de son parti. Opposition constructive et projet d'alternance sont les deux concepts qu'elle martèle dans les interviews.

Dans l'hémicycle, les députés RN sont présents, applaudissent fort leurs intervenants, sont respectueux des autres orateurs. « Le combat politique, c'est ici qu'il se mène », résume Marine Le Pen. Avoué mais pas, la présidentielle 2027.

Nathalie MAURET

EN BREF

EPIDÉMIE DE COVID-19

Le protocole sanitaire à dix jours de la rentrée

Le niveau du nouveau protocole sanitaire applicable à la rentrée aux établissements scolaires sera décidé « dix jours avant la rentrée pour tout ou partie du territoire », en fonction de la situation de l'épidémie a déclaré le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye. Un délai nécessaire pour permettre aux équipes éducatives de s'adapter aux différents cas de figure. Officialisé le 19 juillet, ce nouveau protocole « simplifie les règles avec un socle de recommandations générales et trois niveaux de mesures spécifiques », selon le ministre. Pour rappel, la rentrée scolaire a lieu le 1^{er} septembre.

TRANSPORT

100 milliards d'euros pour le ferroviaire
Le ministre délégué aux Transports, Clément Beaune, a annoncé un investissement de 100 milliards d'euros dans le ferroviaire principalement concentré sur les transports du quotidien. Pour les zones périurbaines, Clément Beaune mise sur le développement de « RER métropolitains » comme à Strasbourg, Marseille et Lyon. Il compte aussi annoncer « des mesures à la rentrée » pour encourager le covoiturage.

FÊTES DE BAYONNE

Un viol et 60 plaintes pour des piqûres

Ca v est, les traditionnelles Fêtes de Bayonne ont pris fin dimanche. Le bilan semble positif, avec une fréquentation supérieure de 15 % à 2019. Elles ont toutefois été entachées par un viol, constaté par les forces de l'ordre, rapporte France Bleu. Quatre plaintes pour violences ont aussi été déposées, dont une pour un coup de couteau à l'abdomen. Soixante personnes ont également déposé plainte pour des piqûres, même si les secours ont pris en charge au total 124 personnes pour des soupçons de piqûres. Par ailleurs, 36 personnes sont ou ont été placées en garde à vue pour des faits encore inconnus.

LANDES

Incendie « fixé », probablement criminel
L'incendie probablement criminel qui a parcouru depuis dimanche une zone de 300 hectares sur la commune de Magno dans les Landes « est fixé » a annoncé la préfecture. Une centaine de pompiers et 24 engins d'incendie étaient toujours mobilisés mardi pour surveiller ce feu « contenu » mais « toujours actif ». Le parquet de Mont-de-Marsan, qui a ouvert une enquête, privilégie la piste criminelle. Aucun suspect n'a été interpellé à ce stade.